

Pratiques environnementales des Français

Depuis plusieurs années, tous les baromètres d'opinion suivant l'évolution des préoccupations environnementales indiquent que le changement climatique est le sujet d'inquiétude principal des Français et des Européens. Face à cette menace, les citoyens sont régulièrement incités à agir à leur niveau pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Les résultats d'une enquête Eurobaromètre (réalisée en 2019 à l'initiative de la Commission européenne) montrent que le niveau de préoccupation des Français à l'égard du changement climatique est supérieur (8,12) à la moyenne observée à l'échelle européenne (8,02)³. Il en va de même concernant l'implication individuelle : 64 % des personnes interrogées en France déclarent contribuer à leur échelle à la lutte contre le changement climatique, contre 60 % pour l'Union européenne à 28 (UE28) - (*graphique 1*).

Derrière Malte, c'est l'Espagne qui se distingue au niveau européen en cumulant de forts niveaux de préoccupation (8,6) et d'engagement individuel (79 %). L'inquiétude à l'égard du changement climatique est également très marquée dans les pays du sud de l'Europe (8,52 en Grèce et 8,3 au Portugal). En revanche, c'est dans les pays du nord que l'implication individuelle semble la plus forte (Finlande 82 % et Suède 84 %). Dans les pays de l'est, la situation est bien différente : l'Estonie et la Lettonie se caractérisent en effet par de faibles niveaux de préoccupation et d'implication individuelle. En matière d'implication individuelle, plus de deux tiers des Roumains et plus de la moitié des Bulgares et des Polonais déclarent ne pas agir à leur niveau pour lutter contre le changement climatique. Certains pays comme l'Autriche (7,48) ou les Pays-Bas (7,38) affichent une moyenne assez faible, en dépit d'un niveau d'engagement individuel plutôt supérieur à la moyenne. À l'opposé, des pays comme l'Italie ou la Grèce s'illustrent par un faible niveau d'implication individuelle, alors que le niveau de préoccupation est assez élevé (8,22 et 8,52).

Facilité par la diffusion élargie de dispositifs de collecte sélective à l'échelle municipale, le tri des déchets pour le recyclage est la principale pratique environnementale des ménages français en 2019, même si elle n'est pas considérée comme la plus efficace pour protéger l'environnement. De ce point de vue, les Français considèrent qu'il serait préférable de réduire leur consommation d'énergie ou de produire moins

de déchets. Assez logiquement, les actions jugées faciles sont souvent mises en œuvre (gestion des déchets), tandis que celles considérées comme plus compliquées se révèlent peu fréquentes (moins utilisation de la voiture et achat de produits éco-labellisés). À l'inverse, réduire sa consommation est perçue comme assez simple, mais n'est que rarement mise en application (*graphique 2*).

De manière générale, les Français semblent davantage agir en faveur de l'environnement que la moyenne des Européens. C'est particulièrement vrai au sein des logements, concernant la gestion des déchets ou la maîtrise des consommations énergétiques. Parmi les actions qui sont plus fréquemment citées en France que dans d'autres pays de l'UE28, l'achat d'un logement consommant peu d'énergie est deux fois plus évoqué, le tri des déchets est largement plébiscité (11 points de plus que la moyenne européenne) et l'amélioration de l'isolation du logement concerne un tiers des Français contre un quart des Européens. Ce constat général mérite cependant d'être relativisé. Pour d'autres actions comme l'installation d'appareils de régulation des consommations énergétiques (thermostat, sonde de température extérieure) ou la réduction du recours aux produits jetables, si la France fait partie des pays où le niveau de mise en œuvre est le plus élevé, elle reste loin des records européens (plus de 20 points de plus aux Pays-Bas). En matière de mobilité, les Français restent largement distancés par les pays du nord de l'Europe : ils sont ainsi trois fois moins nombreux que les Suédois à prendre en considération l'empreinte carbone de leurs déplacements longue distance et quatre fois moins nombreux que les Néerlandais à avoir investi dans une voiture électrique. De même, ils semblent se montrer moins soucieux d'environnement que les Danois au moment d'acheter une nouvelle voiture (- 10 points) et renoncent moins fréquemment que les Suédois à utiliser leur voiture pour se déplacer (- 26 points) - (*graphique 3*).

Enfin, certaines pratiques sont moins citées en France que dans le reste de l'UE28. C'est notamment le cas du recours à une offre d'électricité verte (10 % des Français contre 25 % des Belges) ou de l'installation de panneaux solaires (sept fois moins évoquée en France qu'aux Pays-Bas).

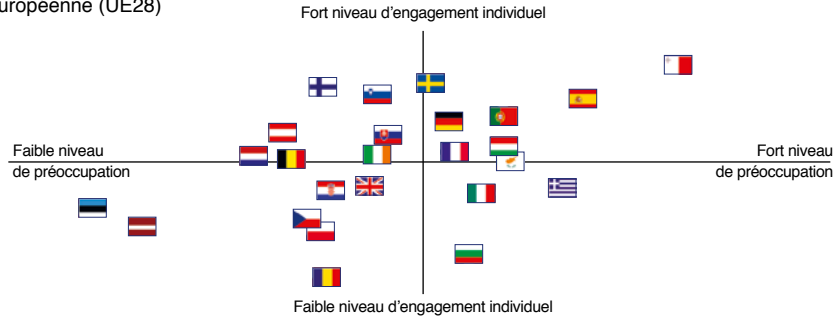
POUR EN SAVOIR PLUS

- *Modes de vie et pratiques environnementales des Français*, CGDD/SDES, *Théma Analyse*, avril 2018, 100 p.

³ Ces valeurs correspondent aux notes moyennes (sur une échelle de 1 à 10) attribuées par les enquêtés dans le cadre de la question : « Dans quelle mesure pensez-vous que le changement climatique est un problème sérieux actuellement ? ».

Pratiques environnementales des Français

Graphique 1 : comparaison européenne des niveaux de préoccupation et d'engagement vis-à-vis du changement climatique
Écart à la moyenne européenne (UE28)



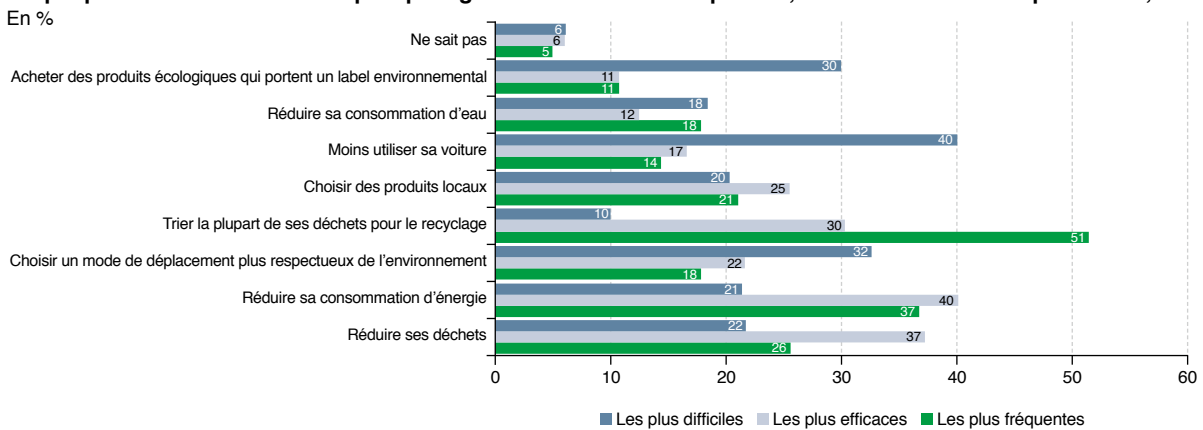
Note de lecture : les axes se croisent au niveau des moyennes européennes et chaque pays est situé au regard de l'écart à celles-ci ; pour des raisons de superposition, les drapeaux du Danemark, du Luxembourg et de la Lituanie n'apparaissent pas sur le graphique.

Notes : les questions posées étaient : « Dans quelle mesure pensez-vous que le changement climatique est un problème sérieux actuellement ? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où « 1 » signifie que ce n'est « pas du tout un problème sérieux » et « 10 » que c'est « un problème extrêmement sérieux » et « Avez-vous personnellement pris des actions pour contribuer à la lutte contre le changement climatique au cours des six derniers mois ? ».

Champ : Union européenne à 28.

Source : Eurobaromètre, « Climate change » (EBS 490), avril 2019

Graphique 2 : actions individuelles pour protéger l'environnement : fréquences, difficultés et efficacités présumées, en 2019

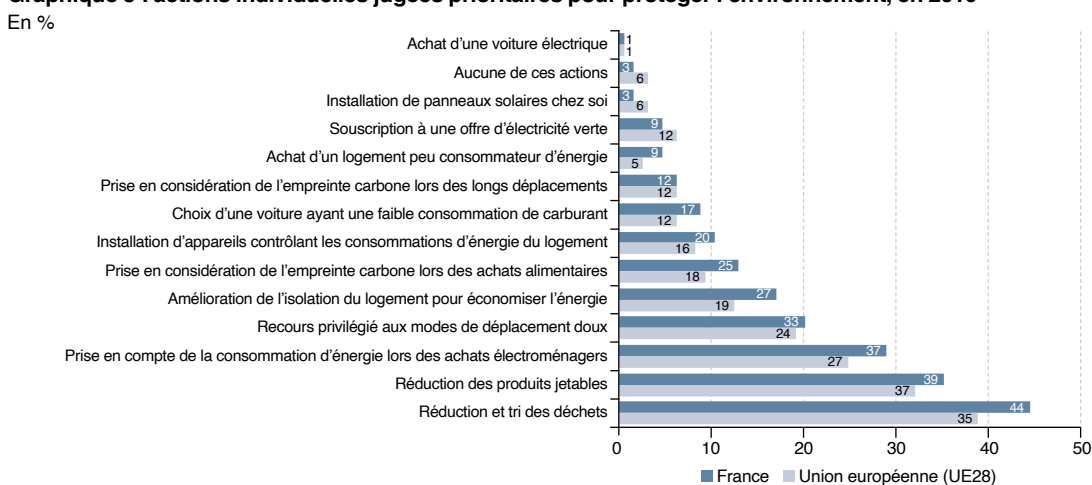


Notes : la question posée était : « Pour protéger l'environnement, quelles sont les deux actions individuelles les plus efficaces ? celles que vous mettez le plus fréquemment en œuvre au quotidien ? celles que vous avez le plus de difficultés à mettre en œuvre ? » ; cumul des deux réponses données.

Champ : France métropolitaine.

Source : SDES, volet Environnement de l'enquête 2019 sur les conditions de vie et aspirations des Français, réalisée par le Credoc

Graphique 3 : actions individuelles jugées prioritaires pour protéger l'environnement, en 2019



Note : la question posée était « Avez-vous entrepris une ou plusieurs des actions suivantes ? ». Les réponses « Autre » ou « Ne sait pas » n'apparaissent pas ici. Elles représentent entre 0 et 1 % des réponses.

Champ : France métropolitaine et Union européenne 28.

Source : Eurobaromètre, « Climate change » (EBS 490), avril 2019